

VIOLENCES contre « Voix Ouvrière »

Décidément, la direction du PCF et ses dirigeants régionaux ne doivent pas se sentir à l'aise actuellement. Le 1^{er} février 1967, toute la force de frappe stalinienne de la région parisienne était mobilisée contre les étudiants de l'UNEF et remobilisée le 17 mai 1967 contre des « provocateurs » qui pourtant se trouvaient sous le drapeau de la CGT-FO d'une entreprise de produits chimiques ; le Congrès de la CGT, s'il n'a pas permis que soient discutés les problèmes de la stratégie des luttes a tout de même été l'occasion d'une mise en garde contre les « provocateurs ». Récemment, devant les usines Berliet de Vénissieux, les militants de Voix Ouvrière eurent à se défendre contre un front qui comprenait à une aile les militants du PCF armés de pierres et à l'autre des policiers armés de matraques. Cette dernière agression a entraîné, outre l'inévitable vérification d'identité, l'hospitalisation d'une quinzaine de militants révolutionnaires blessés à coup de pierres, donc blessés par les militants du PCF et non par les flics.

Il est clair que la violence du PCF à l'égard de tout ce qui se trouve sur sa gauche est la preuve d'une progression des idées révolutionnaires dans les rangs ouvriers. Il est vrai que cette progression entraînera une répression des flics d'une part et des gorilles (sur l'ordre de leur direction) du PCF d'autre part, et cette dernière sera d'autant plus violente que les courants critiques se renforceront à l'intérieur des organisations ouvrières. Mais il est clair également que l'avant-garde révolutionnaire devra se serrer les coudes pour que ses idées pénètrent plus efficacement dans les rangs ouvriers et pour imposer aux bureaucrates le respect des règles élémentaires de la démocratie ouvrière. Les « diviseurs » que nous sommes et que sont les militants révolutionnaires devront se battre ensemble pour que l'unité ne se fasse pas derrière le drapeau des réformistes, des modernistes et des technocrates, mais sur le programme de transition.

Que nos camarades de la Voix Ouvrière trouvent ici, l'expression de notre solidarité agissante.

Le P.S.U. : Un nouveau départ ?

Le refus du congrès du P.S.U., acquis à une large majorité, d'établir des liens organiques avec la F.G.D.S. a causé une certaine surprise et perturbé certains schémas. Ce résultat était inattendu dans la mesure où les dirigeants les plus connus du parti soutenaient la thèse du contrat d'association avec la F.G.D.S., et s'efforçaient de conditionner leur base en partiquant le bluff dans la grande presse. L'épreuve s'est terminée par une véritable déroute de cette équipe dirigeante qui a recueilli péniblement, au prix d'énormes pressions, 30 % des mandats exprimés.

On comprend que les Martinet, Popere, Bourdet, Mallet, Bérégovoy, Puisais aient conçu quelque amertume dans cette défaite qui les disqualifie aux yeux des directions de la gauche et les efface de la scène politique pour un temps. Ils ont donc choisi de se placer sur la touche en déclinant toute responsabilité et certains ne tarderont pas à quitter le P.S.U. Ce sera vraisemblablement le cas de Popere si l'on en juge par les démissions de ses amis les plus proches dont *Le Monde* vient de se faire l'écho.

Le revirement politique de ce leader de l'ancienne minorité mérite d'être relevé. Il a été finalement, l'élément le plus agissant en faveur de l'intégration dans la F.G.D.S. après avoir, durant des années condamné le regroupement de la « gauche non-communiste » comme contraire à une véritable politique unitaire et pourfendu la social-technocratie à laquelle il tend actuellement la main. La politique unitaire telle qu'il l'entend c'est visiblement l'alignement sur les organisations traditionnelles. Il sera de ceux qui, en nombre trop limité, rallieront sous peu la F.G.D.S. Mais il aura perdu ses troupes pendant ce parcours trop sinueux.

La seule explication que les anciens dirigeants du P.S.U. ont trouvée à leur déroute, c'est le manque de maturité de la base qui réagit d'une « manière passionnelle » au lieu d'analyser froidement la situation. « C'est la réflexion et non le cœur qui nous commande cette stratégie », écrit Martinet le 15 juin dans *Tri-*

bune socialiste dans un article au titre audacieux : « Ne pas mentir au parti ». La fausse honnêteté, le sentimentalisme et quelques autres trucs n'ont pas été payants. Quant à l'analyse de Martinet elle faisait selon son habitude une place prépondérante aux faits conjoncturels, à la vision journalistique à courte vue. Et au-delà d'une argumentation fragile un certain nombre de gens se consolent mal de se trouver privés d'un siège de député et de ne pouvoir satisfaire certaines ambitions.

Martinet ne peut ignorer qu'il a, en réalité, éludé les problèmes de fond dans ce débat. Il s'est gardé d'aborder l'analyse de la structure du capitalisme français et de ses évolutions les plus récentes qui offre actuellement encore infiniment moins de chances que par le passé à une expérience « réformatrice » d'un pseudo-gouvernement de gauche. Même quelques strapontins accordés à ses amis du P.S.U. — objectif final visé par l'ancienne direction — n'y changeraient pas grand-chose. Des ministres PSU, par plus que des ministres communistes, ne modifieraient la nature de l'Etat.

Martinet s'est bien gardé, en outre, de procéder à l'examen de ce que représente la F.G.D.S., dans l'évolution du mouvement ouvrier français et du devenir de cet agglomérat. La déclaration faite par Martinet et ses amis à la fin du Congrès — déclaration de semi-rupture — résume parfaitement toute la confusion et l'ambiguïté de ce groupe. Il y est question « des pas importants accomplis dans la voie de l'unité politique » et du « regroupement de forces nouvelles avec d'anciennes organisations qui s'est opéré au sein de la F.G.D.S. », présentée comme un fait très positif. On y fait surtout le reproche suivant aux dirigeants de la majorité : « En fait, ils ne croient pas à l'unité de la gauche, au succès d'une prochaine expérience de gauche. Nous voulons, nous, tout faire pour le succès de cette expérience, nous voulons qu'elle soit la plus proche possible ».

Ce genre d'affirmations est assez puéril et ouvre la porte à tous les opportunistes.

De quel type d'unité s'agit-il ? et de quelle gauche ? De celle des Félix Gaillard, Maurice Faure, Mitterrand, Lejeune et Defferre ? Quel genre de succès peut-on attendre de ces personnages et de quelques autres qui ont fait le lit de gaullisme et dont les liens avec le capitalisme ne sont un secret pour personne ?

L'unité de la gauche s'est réalisée à ce jour sur le nom d'un politicien bourgeois dévoré d'ambition, c'est-à-dire de Mitterrand. Elle a pris certaines apparences dans la mesure où le P.C.F. fait sienne certaines thèses social-démocrates. Mais aucune solution n'a été apportée allant dans la voie d'une stratégie de lutte anti-gaulliste et anti-capitaliste conduisant à un véritable changement de régime. La vérité c'est que tous les problèmes de fond demeurent en suspens et que la constitution de la F.G.D.S., loin d'être un pas vers l'unité ouvrière et socialiste, représente une bouée de sauvetage d'ordre tactique et conjoncturel pour des formations politiques en décadence. C'est une coalition avec des forces sociales étrangères mouvement ouvrier et tout le contraire du Front socialiste tel que le P.S.U. le concevait à sa fondation. Et c'est sans doute parce qu'ils ressentaient l'insertion dans la F.G.D.S. comme un reniement que les militants du P.S.U. ont rejeté en si grand nombre la proposition qui leur a été faite par Martinet-Popere.

Il s'agit assurément d'une réaction saine, d'un rejet opposé à une forme de collaboration de classe. Mais c'est maintenant que les problèmes sérieux vont se trouver posés au P.S.U. Il va falloir que ce parti se dégage de l'attentisme dans lequel ses dirigeants l'avaient sciemment placé, qu'il lève certaines ambiguïtés, qu'il justifie véritablement son existence en tant que force indépendante. Son nouveau secrétaire national n'en donne pas précisément une image très claire, ni particulièrement révolutionnaire. Mais les commentateurs ont noté que ce débat avait produit un regain des courants de gauche à l'intérieur du P.S.U. et il faut espérer que leur influence deviendra sensible.

Lucien FARGES.

un livre —

— un dossier

L'AFFAIRE SINIAVSKI-DANIEL

Pour l'anniversaire du procès de Siniavski et Daniel, l'éditeur Christian Bourgeois a publié un dossier exhaustif de l'affaire, établi par Nadine et Pierre Forgues. Il comprend un compte rendu, probablement sténographique (évidemment clandestin, d'où quelques trous) des trois séances des 10 et 11 février 1966, des interrogatoires des témoins, des plaidoiries, répliques, réquisitoires et dernières déclarations des accusés. Les annexes comportent trente pièces, lettres, articles, résolutions, discours, contre et pour les deux écrivains. Des notes soigneuses complètent le livre et, au passage, corrigent des erreurs de traduction fâcheuses des œuvres publiées en français (dans l'étude sur le réalisme socialiste de Siniavski-Tertz, par exemple, théologique mis pour téléologique) et des coupures ou négligences dans les écrits de Daniel-Arjak.

L'objectivité dépouillée de ce livre en fait l'efficacité, accablante pour l'accusation, tout en faveur des accusés dont la dignité et la haute conscience inspirent la sympathie et l'admiration. On ne peut qu'être frappé par la différence de ton des deux parties : juge, procureur et chiens de meute — des obscurs écrivains bureaucrates, accusateurs sociaux entre autres, jusqu'à l'ignoble Cholokhov — érucitent des injures dans la langue de bois stalinienne, extrapolent, mentent, interprètent, mais surtout manifestent avec une quasi ingénuité leur mentalité de chasseurs de sorcières. Sans cesse, sur leurs lèvres reviennent les mots de « sacrilège », de « blasphème », « Honte aux révoltés » s'écrie finalement l'accusateur public Tiomouchkine, qui n'eut sûrement pas fait la révolution d'Octobre. De l'autre côté de la barre, les deux écrivains, leurs témoins — rares, très vite interrompus, renvoyés — les lettres de leurs amis, non publiées (petite carence, le livre ne nous dit pas si ces

documents ont réussi à avoir une diffusion quelconque en U.R.S.S.), tiennent le langage de l'intelligence, de la mesure, du courage calme ; une échappée sur un nouvel homme qui se développe là-bas, derrière et contre la chape bureaucratique.

Procès stalinien, donc truqué : Daniel et Siniavski ne pouvaient dépasser les conventions et les cadres de la « déstalinisation » officielle. Ainsi, quand Daniel, pour expliquer son mythe de la « Journée des meurtres publics » rappelle le passé et s'écrie : « Mais a-t-on tué ou n'a-t-on pas tué ? Cela s'est-il ou non passé ? Feindre que cela ne se soit pas passé, que ces gens n'aient pas été tués, c'est une offense, c'est, pardonnez-moi cette expression, cracher sur la mémoire des disparus. » Le juge l'interrompt, disant : « Vos propos offensants sont étrangers à l'affaire. » Et l'accusé doit reculer, s'excuser de sa véhémence pour continuer à se défendre.

Ce qu'il y a de différent, par rapport aux procès de Moscou des années 30, c'est que les accusés ont pu plaider « non coupable », se défendre, c'est aussi, malgré la peur visible de la plupart des témoins, que certains d'entre eux, et d'autres personnes, à l'extérieur du prétoire, aient pu — bien que leur voix ait été étouffée au maximum — protester, et même dire ce qui était interdit aux accusés. Par exemple A.A. Jacobson : « Ces œuvres ont une tendance civique, dirigée contre le stalinisme, contre ses séquelles et ses réapparitions dans notre société. »

Siniavski et Daniel ont été condamnés au maximum de peine prévue par le code pénal soviétique aux articles retenus comme s'appliquant à leurs pseudo-crimes (en forçant le sens de la loi et en retenant contre eux d'avoir fait publier leurs œuvres à l'étranger, ce qui n'est pas un délit selon la législation russe, et, même sous Staline, n'a pas fait l'objet de condamnation). Leur

peine est même plus dure que celle prévue par le fameux article 70, les camps « à régime sévère » où ils ont été envoyés n'étant pas prévus pour le délit invoqué. Mais il y a eu tout de même dans ce procès un échec pour la bureaucratie. Leur défense a amené leurs amis à dire plus clairement qu'eux-mêmes ne l'avaient fait dans leurs œuvres, le sens de leur lutte antistalinienne, pour le communisme. Les épreuves de ces deux éminents écrivains

soviétiques les placent au rang de pionniers et de victimes d'un combat pour le retour aux normes léninistes. Ce dossier de leur procès révèle que si la machine de répression continue à fonctionner, elle grince et se détraque. Entre les lignes de sa sinistre bouffonnerie, on peut lire qu'à terme, le système qu'elle exprime, celui de la dégénérescence bureaucratique stalinienne, est condamné.

Michel LEQUENNE.

TROTSKY

et la révolution espagnole

Pierre Broué vient de consacrer, sous ce titre, un essai aux positions de Léon Trotsky face à la révolution espagnole, qui a paru dans la revue *La Vérité d'avril* (numéro 537).

Il faudrait plutôt dire que cet essai est un appendice et un correctif, apporté par l'auteur, à son propre livre, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, publié en collaboration avec Emile Témime aux Editions de Minuit en 1961. Comme le compte-rendu de ce livre, publié dans *Quatrième Internationale* l'avait fait remarquer à l'époque, cet ouvrage collectif ne posait nullement le problème des causes fondamentales de la défaite de la révolution espagnole, due essentiellement à l'absence d'un véritable parti révolutionnaire.

A cause du caractère ambigu de l'ouvrage, rédigé par Broué en collaboration avec Témime, historien petit-bourgeois, et du fait de l'apparente ignorance par

Broué de toute une série de textes importants de Léon Trotsky sur la révolution espagnole et en particulier sur le P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste), l'ouvrage demeure très insatisfaisant.

C'est cet aspect que Broué corrige six ans après l'édition de son livre en clarifiant plus particulièrement les questions suivantes : la nature et les tâches de la révolution espagnole, les divergences entre Trotsky et la gauche communiste espagnole sur le problème de l'entrisme en 1934-35, et sur la fondation du P.O.U.M. en septembre 1935 suite à la fusion des communistes de gauche avec la tendance de droite (le Bloc ouvrier et paysans, dirigé par Maurin), sur la signature, par Maurin, du pacte de Front populaire en janvier 1936, sur la participation d'Andrés Nin à la Généralité de Catalogne, etc.

Ch.